

4^e trimestre 2021 : l'emploi continue à progresser, le chômage diminue fortement

Insee Conjoncture Bretagne • n° 38 • Avril 2022

L'activité poursuit sa reprise au 4^e trimestre 2021, avant de ralentir légèrement en janvier 2022 sous l'effet des mesures sanitaires liées à la vague Omicron.

Entre fin septembre et fin décembre 2021, l'emploi salarié breton augmente de nouveau (+0,7 %). Il se situe nettement au-dessus de son niveau de fin 2019 (+2,8 %). Il progresse dans chaque grand secteur, particulièrement dans l'intérim, qui accélère.

Au 4^e trimestre 2021, le taux de chômage diminue de 0,6 point à 5,8 % de la population active bretonne, son plus bas niveau depuis 2008. Dans le même temps, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit, plus fortement parmi les jeunes.

L'activité des hôtels et restaurants est supérieure à son niveau de 2019 en octobre mais faiblit en fin d'année. Dans la construction neuve, les autorisations de construction et les mises en chantier restent dynamiques. Les créations d'entreprises rebondissent et le nombre de défaillances se stabilise.

L'activité reste plus soutenue en Bretagne

Depuis la fin des restrictions sanitaires en juin 2021, l'activité est supérieure à son niveau d'avant-crise ► **figure 1**. Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs (hors chômage partiel), elle dépasse de 3,5 % son niveau de 2019 au 4^e trimestre 2021 en Bretagne. Ce regain d'activité par rapport à la situation avant-crise est plus élevé dans la région qu'au niveau national (+1,7 % par rapport au 4^e trimestre 2019).

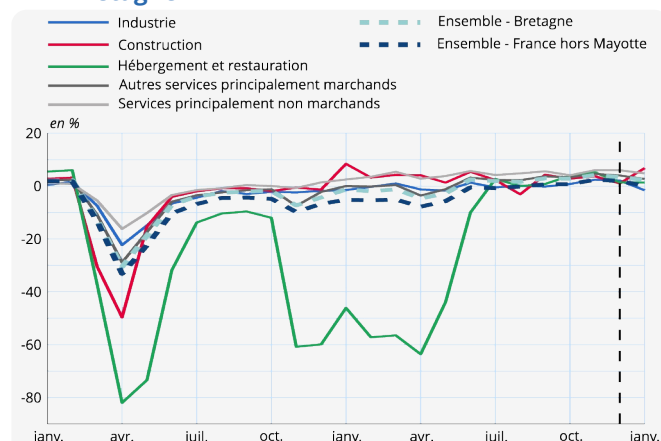
En janvier 2022, les mesures sanitaires déployées face à la vague Omicron ont un impact circonscrit sur l'activité salariée [Insee, 2022]. Elle est supérieure de 2,3 % au niveau de janvier 2019 dans la région et à un niveau équivalent en France (+0,1 %). En Bretagne, l'activité dans la construction accélère en janvier 2022 (+ 6,8 % par rapport à janvier 2019). À l'inverse, l'activité

industrielle repasse au-dessous du niveau d'avant-crise (-1,6 %), largement freinée par les contraintes de production pesant sur la fabrication de matériel de transport (-25 %).

L'emploi salarié progresse plus qu'au niveau national

Entre fin septembre et fin décembre 2021, l'**emploi salarié total** progresse de 0,7 % en Bretagne, à un rythme plus élevé qu'en France hors Mayotte (+0,4 %) ► **figure 2**. En trois mois, la région compte 8 800 créations nettes d'emplois. La quasi-totalité des emplois créés provient de l'emploi privé qui augmente de 0,9 %, tandis que l'emploi public est quasi stable. L'emploi salarié total augmente de 0,8 % dans le Morbihan (+2 200 emplois), de 0,7 % dans le Finistère (+2 500) et les Côtes-d'Armor (+1 500) et de 0,6 % en Ile-et-Vilaine (+2 700) ► **figure 3**.

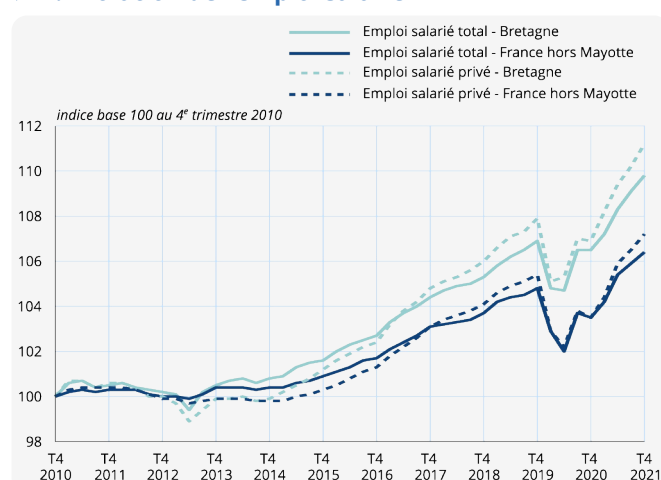
► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de 2019 - Bretagne



Notes : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré. La ligne verticale en pointillés représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi salarié

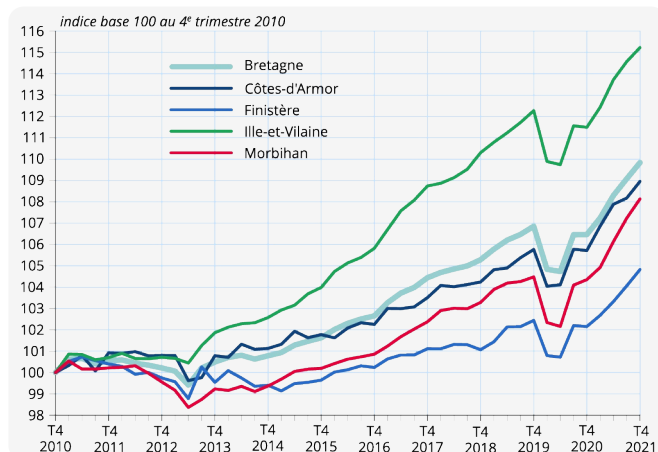


Champ : emploi salarié total.

Notes : données provisoires ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Évolution de l'emploi salarié total par département



Champ : emploi salarié total.

Notes : données provisoires ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Ces évolutions confirment le redressement entamé dès le 3^e trimestre 2020 dans la région. Fin décembre 2021, l'emploi salarié dépasse de 2,8 % son niveau de fin décembre 2019 (+34 500 emplois). En France, la hausse est moins prononcée (+1,5 %). À l'échelle des départements bretons, le Morbihan présente la plus forte progression (+3,5 % soit +8 900 emplois). L'emploi augmente à un rythme proche de celui de la région en Ille-et-Vilaine (+2,6 % soit +12 000) et dans les Côtes-d'Armor (+3,0 % soit +6 000). Dans le Finistère, la hausse de l'emploi est moins soutenue tout en étant supérieure au rythme national (+2,3 % soit +7 700).

L'emploi intérimaire accélère

Entre fin septembre et fin décembre 2021, le nombre d'intérimaires croît de 4,9 % en Bretagne (+2 200 emplois), après +2,8 % au 3^e trimestre. En France, il progresse davantage (+5,4 %)

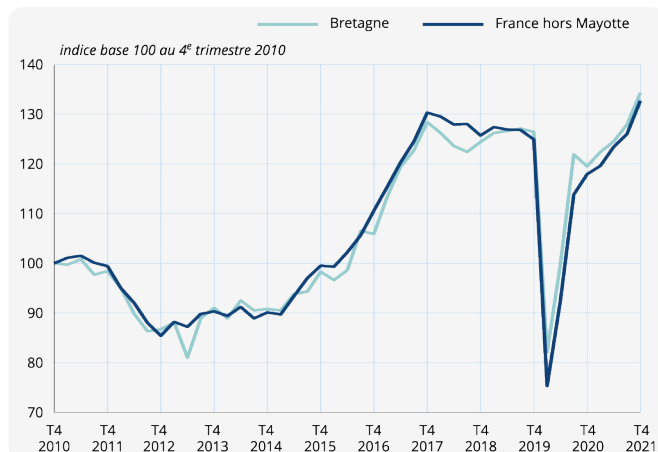
► figure 4.

Ventilé par secteur utilisateur, l'emploi intérimaire accélère dans l'ensemble des secteurs au 4^e trimestre. Le nombre d'intérimaires augmente de 5,8 % dans l'industrie (après +0,8 % au 3^e trimestre 2021), de 4,7 % dans la construction (après +2,7 %) et le tertiaire marchand (après +4,1 %).

Fin décembre 2021, l'emploi intérimaire breton dépasse de 6,2 % son niveau de fin 2019 (+2 700 emplois). La hausse est similaire au niveau national (+6,3 %). L'Ille-et-Vilaine est le seul département breton où l'intérim demeure au-dessous de son niveau d'avant-crise (-3,4 %).

Par secteur utilisateur, le nombre d'intérimaires dépasse nettement le niveau atteint fin 2019 dans le tertiaire marchand (+7,8 % soit +1 000 emplois). Cette hausse est principalement due au dynamisme dans le secteur du transport-entrepôt (+20,8 % soit +800). Les services aux entreprises (+4,8 %) et le

► 4. Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

commerce (+3,9 %) ont gagné chacun 200 emplois depuis fin 2019. L'industrie recourt davantage à l'intérim (+4,2 % soit +900 emplois), surtout dans l'agroalimentaire qui concentre plus de la moitié de l'intérim industriel breton (+9,2 % soit +1 100). En revanche, l'emploi intérimaire s'effondre dans la fabrication de matériels de transport (-70,4 % soit -1 200), sous l'effet notamment des difficultés d'approvisionnement et des mises à l'arrêt de l'usine Stellantis (ex-PSA) de Rennes-La Janais. Dans la construction, l'emploi intérimaire dépasse pour la première fois le niveau de fin 2019 (+2,8 %).

Le tertiaire marchand porté par la hausse dans l'hébergement-restauration

Entre fin septembre et fin décembre 2021, l'emploi salarié breton dans le **tertiaire marchand hors intérim** progresse au même rythme qu'au trimestre précédent : +0,7 % (+3 700 emplois)

► figure 5. En France, il ralentit de nouveau (+0,5 % au 4^e trimestre après +0,8 %). Dans la région, l'emploi progresse fortement dans l'**hébergement-restauration** (+3,3 % soit +1 600 emplois), après le recul du 3^e trimestre (-0,6 %).

Depuis fin 2019, l'emploi tertiaire marchand hors intérim augmente de 2,8 % dans la région (+13 900 emplois), davantage qu'au niveau national (+1,6 %). La hausse provient essentiellement des **secteurs des services aux entreprises hors intérim** (+5,1 % soit +5 300), de l'**information-communication** (+5,0 % soit +1 500), des **services aux ménages** (+4,1 % soit +2 300) et du **commerce** (+2,8 % soit +4 300). À l'inverse, seul le **transport** demeure en dessous de son niveau d'avant-crise (-0,3 % soit -200).

Au 4^e trimestre 2021, l'emploi progresse de 0,2 % dans le secteur **tertiaire non marchand**¹ en Bretagne (+700 emplois), alors qu'il recule légèrement au niveau national (-0,1 %). Depuis fin 2019, 9 300 emplois sont créés dans ce secteur, soit une progression de 2,2 % (+1,3 % en France), portée majoritairement par les sous-secteurs de la santé (+4,5 % soit +3 900 emplois depuis fin 2019) et de l'enseignement (+3,9 % soit +3 300).

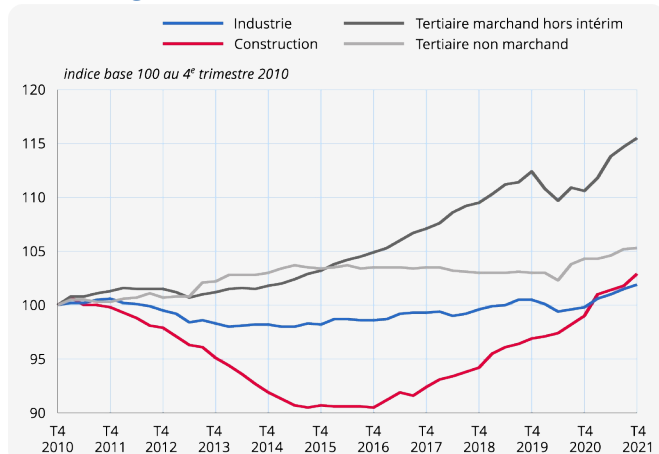
L'emploi ralentit légèrement dans l'industrie et poursuit sa croissance dans la construction

L'emploi salarié dans l'**industrie** bretonne ralentit légèrement au 4^e trimestre 2021 : +0,3 % (+600 emplois) après +0,5 % au trimestre précédent. Il se maintient ou augmente dans chaque sous-secteur. En France, l'emploi industriel progresse ce même trimestre (+0,2 %), dans la lignée des trois trimestres précédents.

Fin décembre 2021, l'emploi dans l'industrie bretonne dépasse le niveau atteint fin 2019 de 1,4 % (+2 400 emplois), tandis qu'au niveau national, l'emploi demeure inférieur de 1,1 % à son niveau d'avant-crise. Premier secteur industriel à avoir dépassé son niveau d'avant-crise, l'**industrie agroalimentaire**, très présente en Bretagne, a créé 1 500 emplois depuis fin 2019 (+2,1 %). À l'inverse, l'emploi reste encore éloigné de son niveau d'avant-crise

¹ - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

► 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur - Bretagne



Champ : emploi salarié total.

Notes : données provisoires ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

dans la **fabrication de matériels de transport** (-4,1 % soit -400 emplois) et la **fabrication de biens d'équipement** (-1,2 % soit -200), secteurs freinés par les difficultés d'approvisionnement.

Dans la **construction**, l'emploi progresse de 1,1 % en Bretagne au 4^e trimestre (+900 emplois) après +0,4 % aux deux trimestres précédents. Au niveau national, il augmente de 0,4 % après deux trimestres de quasi-stabilité. Fin décembre 2021, l'emploi dans la construction se situe nettement au-dessus du niveau de fin 2019 dans la région (+6,2 % soit +4 500 emplois) comme en France (+4,7 %).

Dans l'**agriculture**, l'emploi salarié progresse de 3,0 % au 4^e trimestre, soit 800 emplois de plus en trois mois. Il devient supérieur de 5,8 % à son niveau de fin décembre 2019 (+1 500 emplois). En France, l'emploi augmente de 1,5 % en trois mois et de 2,8 % par rapport à la fin 2019.

Le taux de chômage passe sous la barre des 6 %

En Bretagne, le taux de chômage diminue de 0,6 point au 4^e trimestre 2021 à 5,8 % de la population active ► **figure 6**. Il est inférieur de 0,9 point à son niveau d'avant-crise et à son plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2008. Même si la baisse est similaire dans chaque département breton, le taux de chômage reste différent selon les territoires. Au 4^e trimestre 2021, il s'établit ainsi à 5,2 % en Ille-et-Vilaine, 5,9 % dans le Morbihan, 6,1 % dans le Finistère et 6,3 % dans les Côtes-d'Armor. En France hors Mayotte, le taux de chômage diminue également de 0,6 point à 7,4 % de la population active.

Avertissement sur le marché du travail

Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie).

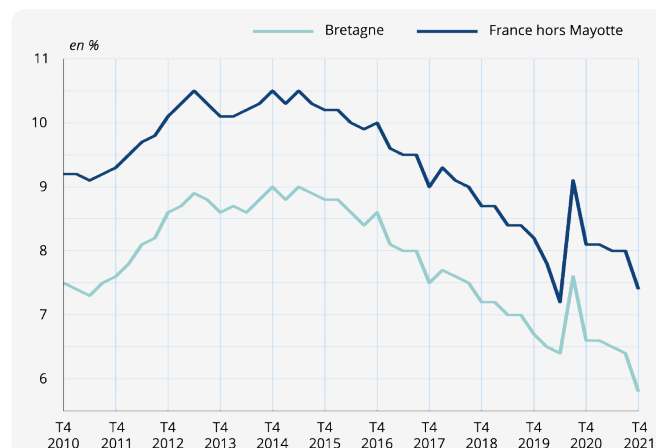
L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données durant la phase de montée en charge du dispositif.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue en moyenne de 6,4 % au 4^e trimestre 2021, après cinq trimestres consécutifs de baisse. Le recul est plus prononcé qu'en France hors Mayotte (-5,9 %).

En intégrant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), dont le nombre diminue de 1,4 % sur trois mois, le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C à Pôle emploi au 4^e trimestre 2021 recule de 4,0 % en Bretagne (-3,6 % en France). Tous les départements bretons sont concernés par cette baisse, particulièrement le Morbihan (-4,6 %), comme aux deux trimestres précédents.

► 6. Taux de chômage



Notes : données provisoires ; données trimestrielles CVS.

Sources : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Au 4^e trimestre, la baisse du nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C concerne en priorité les jeunes de moins de 25 ans (-6,7 %). La demande d'emploi des 25 à 49 ans diminue de 4,1 %, celle des 50 ans ou plus de 2,3 %. En parallèle, le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C depuis plus d'un an, qui représentent 48,7 % des inscrits, recule de 4,1 % au 4^e trimestre.

Depuis le 4^e trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule de 9,8 % en Bretagne (-6,0 % en France). En intégrant les catégories B et C, la demande d'emploi baisse de 3,0 % tandis qu'au niveau national elle diminue de 1,5 %. En deux ans, le Morbihan enregistre le plus fort recul au niveau départemental (-5,4 %). Dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est identique à la baisse régionale ou s'en approche (respectivement -3,0 % et -3,2 %), tandis qu'elle est moins prononcée en Ille-et-Vilaine (-1,3 %).

Depuis le début de la crise sanitaire, la baisse de la demande d'emploi dans la région concerne davantage les jeunes (-9,2 %) et dans une moindre mesure les 25-49 ans (-3,8 %). À l'inverse, les demandeurs d'emplois sont plus nombreux parmi les seniors (+2,0 %).

Dans la construction neuve, les permis de construire délivrés et les mises en chantier augmentent fortement

En Bretagne, 34 800 logements ont été autorisés à la construction entre janvier et décembre 2021. Ce cumul sur douze mois augmente de 4,3 % par rapport à celui d'octobre 2020 à septembre 2021 ► **figure 7**, dynamisé par l'Ille-et-Vilaine (+11,3 %). Seul le Morbihan présente une baisse (-3,7 %). En France hors Mayotte, la hausse est moindre (+0,5 %).

Sur un an, 8 800 permis de construire de plus ont été délivrés en Bretagne par rapport au cumul de janvier à décembre 2020. Les autorisations de construction progressent ainsi plus largement dans la région (+33,8 %) qu'au niveau national (+19,1 %), particulièrement en Ille-et-Vilaine (+47,0 %).

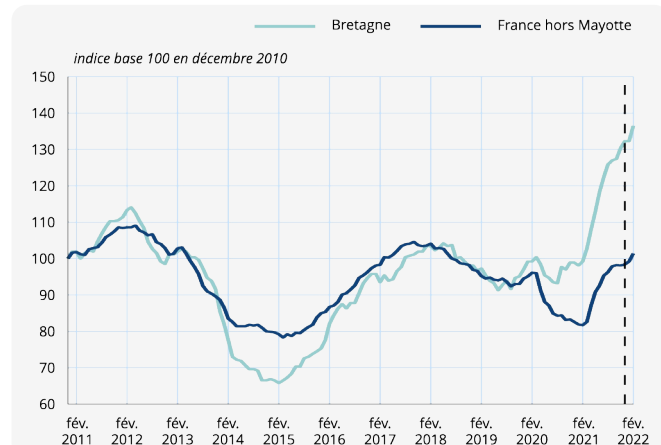
De janvier à décembre 2021, 26 900 logements ont été mis en chantier en Bretagne. L'activité résiste toujours dans la région (+3,9 % par rapport au cumul d'octobre 2020 à septembre 2021), dans un contexte moins dynamique au niveau national (+1,8 %).

Sur un an, la hausse est nettement plus soutenue en Bretagne (+22,7 % par rapport au cumul de janvier à décembre 2020) qu'en France hors Mayotte (+11,6 %). À l'échelle des départements bretons, les mises en chantier de logements augmentent particulièrement dans les Côtes-d'Armor (+59,2 %) et le Finistère (+39,3 %).

L'activité touristique faiblit en fin d'année

Au 4^e trimestre 2021, la fréquentation des hôtels bretons est quasiment au même niveau qu'en 2019 (-1 %) alors qu'elle demeure nettement en deçà sur l'ensemble du territoire national (-12 %). Ce quasi-retour à la normale en Bretagne masque une situation contrastée au fil des mois. En octobre, la fréquentation

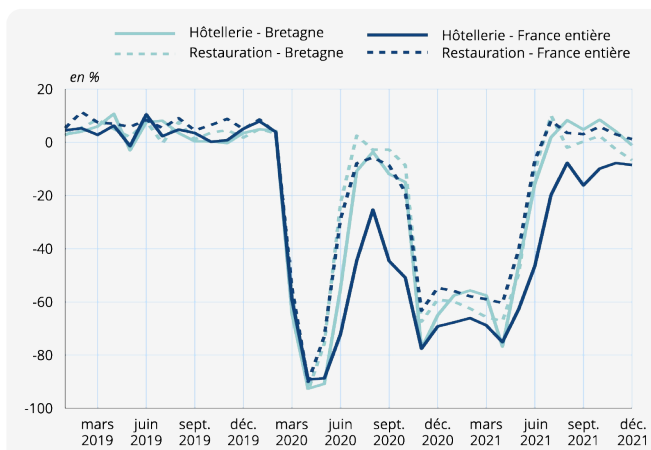
► 7. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale en pointillé représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

► 8. Évolution du chiffre d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

Note : pour l'année 2019, l'évolution est calculée par rapport au même mois que l'année précédente. À partir de janvier 2020, l'évolution est calculée par rapport au même mois de 2019.

Source : DGFiP, Insee.

dépasse de 3 % celle d'octobre 2019. Elle est au même niveau en novembre puis se replie en décembre (-6 %). Le chiffre d'affaires de l'hôtellerie bretonne s'inscrit dans cette tendance ► **figure 8**.

Dans les restaurants bretons, le chiffre d'affaires faiblit également en fin d'année. Mesuré par rapport au même mois de 2019, il passe de +2 % en octobre à -7 % en décembre. Au niveau national, le chiffre d'affaires dans la restauration se contracte légèrement en fin d'année mais dépasse de façon plus importante le niveau de 2019 (de +6 % en octobre à +1 % en décembre).

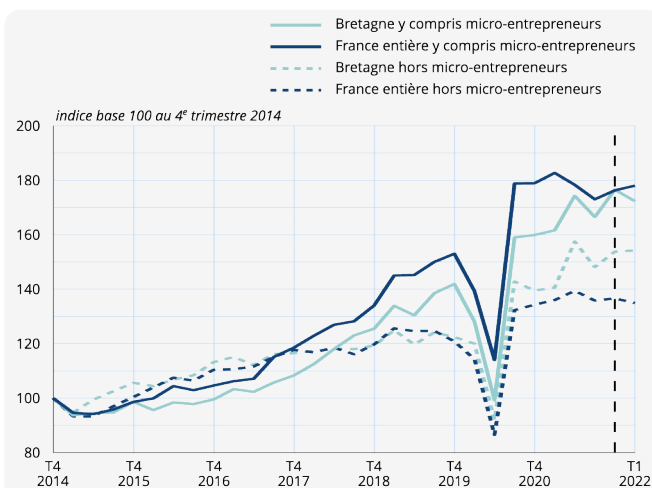
Contexte national – En France, l'activité a continué de se redresser fin 2021

Fin 2021, l'activité française a poursuivi sa reprise (+0,7 % au quatrième trimestre, soit un rebond du PIB de 7,0 % en moyenne annuelle en 2021 après sa chute de 8,0 % l'année précédente). L'empreinte sectorielle de la crise reste forte néanmoins, certains secteurs continuant de pâtir de la situation sanitaire (hébergement-restauration par exemple) ou bien des problèmes d'approvisionnement (industrie automobile). La consommation des ménages a continué de progresser (+0,5 %), notamment dans les services de transports et les services aux ménages, et ce malgré la hausse de l'inflation et l'émergence du variant Omicron en fin d'année. Au premier trimestre 2022 cependant, l'activité aurait ralenti, du fait de la dégradation de la situation sanitaire en janvier puis du déclenchement de la guerre en Ukraine fin février.

Contexte international – En Europe, l'activité fragilisée fin 2021 par la dégradation de la situation sanitaire

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique a ralenti en Europe, et même reculé en Allemagne, en raison d'effets de rattrapage plus faibles qu'au trimestre précédent et d'une consommation des ménages fragilisée par les vagues épidémiques des variants Delta et Omicron. Par ailleurs, le PIB a rebondi dans les principales économies hors zone euro, stimulant la reprise du commerce mondial. Au premier semestre 2022, l'activité serait affectée par les conséquences de la guerre en Ukraine, en particulier via le renchérissement de l'énergie, ainsi que par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, notamment liées à de nouveaux confinements en Chine.

► 9. Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Notes : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS). La ligne verticale en pointillé représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Insee, REE (Répertoires des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement sur les créations d'entreprises

Les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la documentation sur le sujet (sur [insee.fr](https://www.insee.fr)).

Les créations d'entreprises augmentent à nouveau, les défaillances se stabilisent

Au 4^e trimestre 2021, 9 900 entreprises ont été créées en Bretagne. Les créations progressent de 6,0 % (+1,9 % au niveau national) après la baisse du trimestre précédent (-4,5 % en Bretagne et -3,0 % en France) ► **figure 9**. La hausse des immatriculations de micro-entrepreneurs est plus soutenue dans la région (+7,8 %) qu'au niveau national (+2,8 %). Par rapport au 4^e trimestre 2019, le nombre d'entreprises créées en Bretagne augmente de 24,4 %, davantage qu'en France (+15,3 %). Dans la région, les immatriculations de micro-entrepreneurs progressent de 23,4 %, hausse similaire à celle des créations de sociétés ou entreprises individuelles (+25,7 %). En France, la progression est plus élevée pour les micro-entrepreneurs (+16,7 %) que pour les autres entreprises nouvellement créées (+13,0 %).

Entre janvier et décembre 2021, 1 000 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Ce nombre augmente de 0,6 % par rapport au cumul observé au trimestre précédent (d'octobre 2020 à septembre 2021). Pour la première fois depuis fin 2019, les défaillances d'entreprises ne diminuent plus dans la région. En France, le cumul sur douze mois est quasi stable par rapport à celui observé au précédent trimestre. Sur un an, la tendance est plus favorable en Bretagne (-22,6 % par rapport au cumul de janvier à décembre 2020) qu'au niveau national (-11,7 %). ●

Valérie Mariette, Agnès Palaric (Insee)

► Pour en savoir plus

- Insee, « Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne », *Chiffres-clés*
- Insee, « La croissance et l'inflation à l'épreuve des incertitudes géopolitiques », *Note de conjoncture* (2022, mars)
- Insee, « Au quatrième trimestre 2021, l'emploi salarié augmente de 0,4 % », *Informations rapides*, n° 2022-62 (2022, mars)
- Insee, « Au quatrième trimestre 2021, le taux de chômage diminue de 0,6 point à 7,4 % », *Informations rapides*, n° 2022-38 (2022, fév.)

Insee Bretagne
35, place du Colombier
CS 94439
35044 RENNES cedex

Directeur de la
publication :
Éric Lesage

Rédactrice en chef :
Marion Julien-Levantidis

Bureau de presse :
02 99 29 34 90

Maquette :
Nathalie Noël

ISSN 2416-9110

© Insee 2022
www.insee.fr

Twitter @InseeBretagne

